

Réf.	2025	30
------	------	----

Date de Convocation	Date d'affichage	Nombre de Conseillers		
05/12/2025		En exercice	Présents	Votants
		19	15	19

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 décembre à 19h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni, salle Georges Blanc de la mairie de Fontenay-lès-Briis, 1 place de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Thierry DEGIVRY, Maire.

Étaient présents Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux :

DEGIVRY Thierry, **ARTUS** Séverine, **BRUNEL** Jérémie, **DUPONT** Catherine, **JALABERT** Laurence, **JOAO** Gaële, **NORDBERG** Anne-Rose ; **CIPRES** Manuel, **GOBLET** Emmanuel, **JACQUET** Jean-Paul, **LAVAUD** Thierry, **SCHMIDT** Éric, **DUVAL** Emmanuelle, **FRAPIER** Francis, **JALABERT** Laurence.

Absents ayant donné procuration à :

Madame **HENNOcq** Eleanore a donné procuration à Monsieur **DEGIVRY** Thierry
Madame **DELANGUE** Marjorie a donné procuration à Madame **JALABERT** Laurence,
Monsieur **BINON** Jean-Olivier a donné procuration à Monsieur **ARTUS** Séverine
Madame **MAINGONNAT** Cécile a donné procuration à Madame **DUPONT** Catherine.

Madame **NORDBERG** Anne-Rose a été désignée comme secrétaire de séance.

OBJET : RALLIEMENT A LA PROCEDURE DE RENEGOCIATION DU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE 2027-2030 DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Assurances ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment l'article L. 2124-3 qui définit la procédure avec négociation ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment l'article R.2124-3 qui fixe les cas dans lesquels le recours à la procédure avec négociation est possible ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 alinéa 5 ;

VU le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

CONSIDERANT la nécessité de passer un contrat d'assurance statutaire ;

CONSIDERANT que la passation de ce contrat doit être soumise au Code de la Commande Publique ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du CIG en date du 24 juin 2025 approuvant le renouvellement du contrat groupe selon la procédure avec négociation ;

VU l'exposé du Maire ;

VU les documents transmis ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité,

DECIDE de se joindre à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance que le Centre Interdépartemental de Gestion va engager début 2026 conformément à l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984

PREND ACTE que les taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le CIG à compter du 1^{er} janvier 2027.

Le Maire,



Thierry DEGIVRY